

**Extrait du Registre des Délibérations**  
**Séance du 14 DECEMBRE 2023**  
**Nombre des Membres en exercice : 77**

**OBJET : 2023-05-21 FONCTION PUBLIQUE (4.1.1) – REGIE EAU ET ASSAINISSEMENT – MODIFICATION CONCERTÉE DU TEMPS DE REPOS QUOTIDIEN DES AGENTS D’ASTREINTE DES SERVICES DE L’EAU ET DE L’ASSAINISSEMENT**

**DATE DE CONVOCATION : 7 DECEMBRE 2023**

**DATE DE PUBLICATION : 19 DECEMBRE 2023**

Le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s’est réuni ce jour, dans la grande salle de réunion au 1<sup>er</sup> étage du Bâtiment 200, site Kléber, à TOUL (54200), sous la présidence de Monsieur Fabrice CHARTREUX, Président.

<b><u>Etaient présents :</u></b>	FONTAINE André, TARDY Yvan, COLLET Thierry, CLAUDON Jean-Louis, PICARD Denis, AMMARI Christelle, BONNIN Pierre, PIERSON Marianne, LELIEVRE Jean Luc, POIRSON Elisabeth (ayant la procuration de MATTE Jean-François), STAROSSE Jean Luc, PAYEUR Emmanuel, VAILLANT Pascal (ayant la suppléance de VARIS Pierre), CHARTREUX Fabrice, GUYOT Laurent, PLANCHAIS Viviane, SILLAIER Roger (ayant la procuration de RADER Audrey-Helen), MAURY Christophe, GUILLAUME Isabelle, KNAPEK Patrice, DOMINIAK Bernard, WINIARSKI Patricia, MONALDESCHI Philippe, GASPARD Isabel, TOUSSAINT André, SITTLER David, ROSSO Michel, ARNOULD Raphaël, LALANCE Corinne, CARON Jean-François, MARIN Karine, TAILLY Jérôme, CHENOT Bernard, JOUBERT Roger, BROUSSIER Cyril (ayant la suppléance de MANSUY Thierry), MARTIN Vincent, PIERSON Chantal, CHAPUY Jacques (ayant la suppléance de DEPAILLAT Bernard), HENNEBERT Philippe, COLIN Xavier, HARMAND Alde (ayant la procuration de MARTIN-TRIFFANDIER Emilien), DICANDIA Chantal (ayant la procuration de MOREAU Jean-Louis), ADRAYNI Mustapha, ALLOUCHI-GHAZZALE Malika, RIVET Lionel (ayant la procuration de EZAROIL Fatima), HEYOB Olivier (arrivé à compter de la 2023.05.13 et ayant la procuration de MASSELOT Catherine), DE SANTIS Fabrice (ayant la procuration de ERDEM Olivier), CHANTREL Nancy, BOCANEGRA Jorge, BONJEAN Myriam, BRETENOUX Patrick, GUEGUEN Marie (ayant la procuration de LALEVEE Lucette), SIMONIN Hervé, CAULE Emeline (ayant la procuration de ASSFELD LAMAZE Christine), FELTEN Daniel, GUYOT Gilles, COUTEAU Jean-Pierre.
<b><u>Etaient excusés :</u></b>	VARIS Pierre, SEGALT Jean-François, PREVOT Vincent, RADER Audrey-Helen, MANSUY Thierry, DEPAILLAT Bernard, MATTE Jean-François, MOUROLIN Patrick, ORDITZ Jackie, ASSFELD LAMAZE Christine, EZAROIL Fatima, MARTIN-TRIFFANDIER Emilien, MOREAU Jean-Louis, LALEVEE Lucette, MASSELOT Catherine, ERDEM Olivier,
<b><u>Avis de procuration :</u></b>	Du début à la 2023-05-12 : 8 avis de procuration. De la 2023-05-13 à la fin : 9 avis de procuration.
<b><u>Avis de suppléance :</u></b>	3 avis de suppléance.
<b><u>Secrétaire de séance :</u></b>	Patricia WINIARSKI
<b><u>Nombre de présents :</u></b>	Du début à la 2023-05-12 : 56 Présents. De la 2023-05-13 à la fin : 57 Présents.
<b><u>Nombre de votants :</u></b>	Du début à la 2023-05-12 : 64 Votants. De la 2023-05-13 à la fin : 66 Votants.

Le recours aux astreintes a pour objet de faire face au caractère exceptionnel de certaines interventions incombant aux collectivités dans le cadre de leurs missions. En effet, les astreintes permettent toutes interventions touchant à la sécurité et au fonctionnement des installations et des équipements concourant à la continuité du service public.

Dans le cadre de la régie de l'eau et de l'assainissement (service public industriel et commercial), un dispositif d'astreinte a été décidé par délibération 2019-06-14 en date du 5 décembre 2019, et précisé par délibération 2023-02-27 en date du 6 avril 2023.

Pour les agents de droit privé, les temps d'intervention pendant l'astreinte seront rémunérés comme temps de travail effectif avec une majoration de 25% pour les heures (supplémentaires, compte tenu de la réglementation actuelle) d'intervention, toutefois sans majoration additionnelle pour les interventions de nuit, de dimanche et de jours fériés.

La Communauté et les agents doivent respecter la réglementation en matière de repos quotidien et hebdomadaire, par défaut :

- 11h consécutives pour le repos quotidien
- $24 + 11 = 35$ h consécutives pour le repos hebdomadaire

Si le salarié a été amené à intervenir pendant une durée ne lui permettant pas de respecter le temps de repos quotidien, ce temps de repos manquant devra être pris à la reprise de poste ou, exceptionnellement, le plus tôt possible dans la semaine qui suit l'intervention : la collectivité veillera à aménager son temps de travail prioritairement par la mobilisation des heures récupérables créditées afin qu'il puisse bénéficier des périodes de repos attendus.

**Pour assurer la continuité du service et les réparations d'urgence, il est apparu nécessaire de compléter ces dispositions afin de les adapter à l'activité de la régie eau-assainissement et plus particulièrement de déroger au droit du repos quotidien de 11 heures afin d'organiser au mieux la reprise d'activité des salariés en astreinte comme l'autorise l'article L3131-2 du code du travail.**

**Sous la responsabilité de l'employeur, les parties décident de déroger au droit du repos quotidien de 11 heures. Ainsi, le droit à repos entre deux périodes de travail pourra être porté à 9 heures au lieu de 11 heures (soit  $24 + 9 = 33$  h pour le repos hebdomadaire).**

Le cadre d'astreinte de décision indiquera l'heure de reprise du salarié d'astreinte d'exploitation.

L'avis de l'inspection du travail a été sollicité avant l'engagement des discussions avec les salariés et leurs représentants.

Il est désormais proposé de valider cette dérogation et de formaliser celle-ci dans le cadre d'un accord d'entreprise.

Vu le code du travail et notamment son article L3131-2,

Vu la convention collective nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000,

Vu la délibération 2019-06-14 en date du 5 décembre 2019 instaurant une astreinte pour le service de l'eau et de l'assainissement,

Vu l'avis favorable en date du 29 septembre 2023 des organisations syndicales représentatives dans l'établissement, à savoir le comité social territorial de la Communauté de Communes Terres Toulaises,

Vu l'avis favorable du conseil d'exploitation réuni le 14 novembre 2023,

**Le Conseil Communautaire, à l'unanimité, décide de :**

- **De valider, pour les agents relevant du service public de l'eau potable et de l'assainissement, la dérogation au droit du repos quotidien, porté de de 11 à 9 heures entre deux périodes de travail pour assurer la continuité du service et les réparations d'urgence,**
- **D'autoriser le Président à signer l'accord d'entreprise correspondant, ainsi que tout document utile, et à prendre toute prendre disposition pour sa publicité et mise en œuvre.**

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an avant-dits.

Le Président,  
Fabrice CHARTREUX